

*Les subsides*

censé être la première priorité. Si c'est la première priorité, le ministre peut-il expliquer pourquoi les compressions, tant sous forme de baisse du pouvoir d'achat que de réductions absolues, se traduisent par une réduction budgétaire de près d'un demi milliard de dollars entre 1984 et 1990? Pour être plus précise, je dirai que l'enveloppe budgétaire consacrée à l'environnement a été réduite de 491 millions de dollars depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur. Je trouve le gouvernement hypocrite de continuer d'affirmer que l'environnement est une priorité, alors que ses gestes prouvent qu'il pense tout le contraire.

J'ai posé une question il y a quelques semaines. Je n'ai parlé que du ministre de l'Environnement (M. Bouchard), mais voyons maintenant ce qui est du ministère de l'Énergie. En dépit de toutes les allégations d'inertie des libéraux, il faut dire que sous le dernier mandat libéral, le Canada avait acquis une solide réputation dans le domaine de la recherche et du développement sur les sources d'énergie de remplacement. En 1984, la première chose qu'a faite le gouvernement conservateur a été d'abolir le programme sur l'énergie solaire du Conseil national de recherches du Canada. Ce geste prouve bien que ce gouvernement ne croit pas aux énergies de remplacement, même si le ministre a soutenu que cela, c'était en 1984.

• (1240)

Pourquoi alors, en 1988, à un moment où on peut prêter une certaine influence au ministre, y a-t-il eu des compressions supplémentaires dans les programmes sur les ressources énergétiques renouvelables? Pourquoi annonce-t-on dans le budget la fermeture d'une douzaine de bureaux régionaux sur l'énergie renouvelable en 1990-1991?

Lorsque j'ai posé ma question, le ministre de l'Énergie (M. Epp) a ri. Il a déclaré que le ministère de l'Énergie ne financerait plus de programmes sur l'énergie renouvelable parce que les gens construisaient des panneaux solaires pour leurs piscines. Pour lui, il n'était pas sérieux que des sommes, qui ne représentaient qu'une petite partie de l'argent consacré à la mise en valeur des carburants fossiles, 1\$ pour 19\$, soient orientées vers les énergies renouvelables. Pourquoi le ministre de l'Énergie rit-il des compressions budgétaires imposées dans un secteur de la mise en valeur des ressources énergétiques qui nous permettait certains espoirs pour l'avenir?

[Français]

Monsieur le Président, c'est même le premier ministre qui, dans son discours du Trône, a parlé des problèmes de l'atmosphère, a parlé des problèmes de l'environnement global. C'est très facile de parler au niveau global, mais quand on voit ce qui se produit dans son propre gouvernement, une coupure, si on comprend aussi l'inflation, une coupure totale de quasiment un demi milliard dollars au sujet de l'environnement. . . Et pourquoi? Quand nous savons déjà qu'il y a seulement un dollar dépensé pour l'énergie renouvelable sur 19\$ dépensés pour l'énergie non-renouvelable, surtout l'énergie fossile qui contribue, on le sait déjà, aux problèmes de l'atmosphère!

On sait bien du Protocole de Montréal qu'on voulait justement créer un système où l'énergie renouvelable pourrait prendre la force à la société afin de garder l'environnement.

Pourquoi les ministres de l'Environnement et de l'Énergie, en 1988, coupent-ils encore dans les bureaux de recherche et aussi dans les bureaux régionaux en ce qui concerne l'énergie renouvelable?

Nous voyons que notre avenir en tant que pays se fera sur l'énergie renouvelable qui va au moins nettoyer l'air qu'on respire et l'eau que nous buvons. Ou bien on n'y croit pas, . . . mais on ne peut pas parler avec deux faces à la fois.

Lorsque je vois le premier ministre (M. Mulroney) se promener à Washington, et il va sûrement parler ce soir des grandes étapes environnementales qui ont été franchies ici, au Canada, n'est-il pas embarrassé de recevoir ce crédit d'un club qui a pour but premier d'empêcher les gouvernements de procéder dans la législation sur l'environnement, et surtout en ce qui concerne les pluies acides? Ne serait-il pas préférable pour le ministre de demander de son ami le premier ministre de ne pas accepter ce prix, parce que si vous l'acceptez, vous donnez une crédibilité à un organisme qui a pour but d'empêcher la législation particulière sur les pluies acides et sur d'autres questions internationales.

[Traduction]

Il y a tant d'autres questions qui devraient être abordées dans cette motion. Il y a tant d'autres domaines où nous ne devrions pas faire confiance au gouvernement, lorsque nous examinons son bilan au cours des dernières années. Quoi qu'il en soit, parlons tout particulièrement des possibilités qui s'offraient au ministre ces derniers mois.

Par exemple, nous savons que demain, pas lors du dernier mandat des libéraux, pas lors du mandat du ministre précédent, les Américains feront entrer en